Le pape François réclame une « Gouvernance globale »

Article rédigé par *Le blog de Jeanne Smits*, le *11 avril 2021*

Source [Le blog de Jeanne Smits] Le pape François a adressé le 4 avril dernier une lettre aux participants à la Réunion de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui se tient actuellement en ligne du 5 au 11 avril dans le contexte de la « relance » à la suite de la crise créée autour du COVID-19. Le pape y souhaite la mise en place de « solutions nouvelles », « inclusives et durables », par le biais notamment de la création ou de la « regénération » d'institutions de « gouvernance globale ».

Je vous propose ci-dessous ma traduction de cette lettre dont le texte original est en anglais et qui n'a pas bénéficié de traductions officielles par le Saint-Siège. Elle est importante en effet, en ce qu'elle montre une nouvelle fois comment le pape François soutient et promeut les solutions supranationales aux problèmes de notre temps – ceux, en tout cas, mis en avant par les institutions internationales, les puissants, les (très) riches et les médias. La pandémie du COVID-19, la dégradation écologique, la perte de la biodiversité, les inégalités, la dette du Nord envers le Sud et même la solidarité vaccinale sont toutes présentes et au garde-à-vous. Les solutions : solidarité économique, égalité, inclusion, développement durable, paiement de la dette écologique par les pays développés, « culture de la rencontre », tout cela a également un goût de déjà vu aussi bien dans les documents pontificaux que dans le lancinant discours des mondialistes. Les droits des nations indépendantes sont passés sous silence : tout doit passer par des régulations internationales, les nouveaux pouvoirs des institutions politiques et financières supranationales, au service d'objectifs qui peuvent sembler bons ou généreux, mais dont le contenu est plus que discutable tel qu'il est conçu par ces pouvoirs, et aussi utopique que les diverses révolutions visant à créer un homme nouveau et une société nouvelle qui ont ensanglanté notre monde depuis 1789.Le mythe de l'égalité est peut-être le pire d'entre eux : il contredit les inégalités fécondes qui sont propres à l'humanité. Certes il y a des inégalités injustes, criantes d'injustice même, mais le socialisme – leur effacement institutionnel, au demeurant irréaliste – ne les a jamais fait disparaître, sinon en nivelant par le bas, tout en laissant en place des Nomenklaturas privilégiées.

A lire la lettre du pape, on a une fois encore l'impression de vertus chrétiennes devenues folles : le maniement de concepts comme le « bien commun universel », de la « dette » envers les plus pauvres, qui relève d'ailleurs abord de la responsabilité individuelle, d'une saine régulation des marchés ne sont pas contestables en tant que tels mais le deviennent lorsque leur mise en œuvre est confiée à des institutions qui font la promotion systématique de la culture de mort sous toutes ses formes.

Est-il nécessaire de rappeler que la Banque mondiale et le FMI ont été au premier rang des institutions qui ont promu le contrôle de la population dans les pays en voie de développement comme condition des aides qui leur étaient apportés, avec contraception et propagande pour le planning familial à la clef ? Quelle confiance faire à la Banque mondiale qui promeut l'avortement légal dans ses documents officiels ? Pas plus tard que le 10 novembre dernier, un média pro-avortement argentin anglophone notait, en soulignant qu'il était difficile d'y voir une simple coïncidence, que l'annonce d'une demande de fonds au FMI venait de se faire à une heure d'intervalle par rapport à l'annonce de la nouvelle présentation du projet de loi de légalisation de l'avortement, qui a abouti depuis lors, comme on le sait.

Quant à la concentration du pouvoir financier décriée par le pape François, c'est elle qui précisément permet la promotion et la mise en œuvre de ces objectifs : chez Bill Gates, les grosses fondations et les méga-sociétés qui prônent plus ou moins ouvertement le contrôle de la population, et qui dont très visiblement la promotion des droits « inclusifs », qu'il s'agisse des migrants ou des « LGBT », le pouvoir de l'argent sert précisément de levier. S'il y a une « structure » de péché dans notre pauvre monde, elle est là,

précisément, et pas dans le fait pour un Africain d'avoir une famille nombreuse, pour un Français de rouler au diesel ou pour un Américain d'affectionner les voyages en avion.

Autre élément à considérer dans la situation actuelle, qui s'oriente vers le « Great Reset » ou « Grande réinitialisation » voulue par les grands de ce monde, de l'ONU au Forum économique mondial : la mise en avant de la Chine, toujours communiste et persécutrice des religions, particulièrement l'Eglise catholique. Lors de la première réunion formelle en vue du Great Reset qui s'est tenue au début de l'année, le premier à qui la parole fut donnée était Xi Jinping, et il est difficile là aussi de croire à un hasard.

On trouve ainsi, quasiment à la tête de l'organigramme de la Banque Mondiale, Shaolin Yang, directeur général et chef de l'Administration du Groupe de la Banque. Chinois. Ancien membre des institutions de pouvoir de la Chine communiste (et peut-on l'être sans avoir sa carte du Parti ?), il a par exemple « exercé les fonctions de directeur général de la Coopération économique et financière internationale au ministère chinois des Finances, et était chargé à ce titre des relations bilatérales de la Chine ainsi que de sa coopération avec les institutions financières internationales », apprend-on sur le site de la Banque mondiale .A la tête du FMI, c'est une Bulgare qui est aux commandes : Kristalina Georgieva est au nombre des figures de proue du mondialisme et elle figurait parmi les quelques personnalités qui, les premières, ont prôné le Great Reset aux côtés de Klaus Schwab du Forum économique mondial dès juin dernier. Son idée : utiliser un « stimulus fiscal vraiment massif » – prélevé sur le contribuable, bien sûr, il faut bien que l'argent vienne de quelque part – pour soutenir les seules industries désignées comme « vertes » dans le plan de relance global, au moyen notamment de la taxe carbone, pour redessiner en réalité l'équilibre économique mondial en précipitant bon nombre d'industries traditionnelles vers l'échec et en fragilisant des économies nationales au moyen d'un outil parfaitement acéré. Kristalina Georgevia est également partisane de l'augmentation drastique des « droits de tirage spéciaux » du FMI de manière à pouvoir doubler ses capacités d'injecter des fonds dans l'économie mondiale, selon ses conditions bien sûr. Elle l'annonçait dès le début de la crise du COVID, dont on comprend ainsi l'utilité comme levier idéologique et politique.

Il semblerait que le pape soit du même avis : loin de souhaiter une diffusion internationale et solidaire des moyens de traiter le COVID-19 et d'en réduire, par des remèdes peu chers et une prophylaxie simple les capacités meurtrières (modestes eu égard à la population mondiale, moins de 3 millions de morts attribuées au COVID pour une population globale de 7,83 milliards, soit une mortalité de moins de 0,04 %), loin même de demander que ces moyens soient reconnus là où ils sont au contraire interdits, il réclame la vaccination universelle. Sans même rappeler les procédés éthiquement douteux qui président à la conception et (ou) à la production de la plupart des « vaccins » anti-COVID, souillés par l'utilisation de cellules fœtales produites au moyen d'avortements, force est de constater que le pape François soutient une campagne d'inoculation expérimentale dont on n'a certainement pas fini de voir les effets néfastes, ou dont le risque d'effets néfastes est à tout le moins assumé.Mais si c'est pour une œuvre… L'économie verte, inclusive et solidaire ?Sans surprise, la Sainte Trinité et même Notre Seigneur Jésus-Christ sont aux abonnés absents de la lettre du pape au FMI et à la Banque mondiale. Mais le pape ferait sans le moindre doute davantage de bien à l'humanité en cessant de déclarer, de manière parfaitement horizontale, que nul n'est sauvé seul, comme il le fait depuis des mois, mais en proclamant que Jésus-Christ est mort pour les hommes sur la Croix pour offrir à chacun, de manière individuelle, le salut éternel.

– J.S.*__Voici ma traduction de la lettre du pape François à la Banque mondiale et au FMI.__*

Je vous remercie de l'aimable invitation qui m'a été faite de m'adresser aux participants aux Réunions de printemps 2021 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international par le biais de cette lettre, que j'ai confiée au cardinal Peter Turkson, préfet du Dicastère du Saint-Siège pour la promotion du développement humain intégral. Au cours de ces douze derniers mois, notre monde a été contraint en raison de la pandémie de Covid-19 d'affronter une série de crises socio-économiques, écologiques et politiques graves et interdépendantes. J'espère que vos discussions contribueront à l'élaboration d'un modèle de « relance » capable de faire émerger des solutions nouvelles, plus inclusives et durables pour soutenir l'économie réelle, aider les individus et les communautés à réaliser leurs aspirations les plus profondes et le bien commun universel. La notion de relance ne peut se contenter d'un retour à un modèle de vie économique et sociale inégalitaire et non durable, où une infime minorité de la population mondiale possède la moitié des richesses. En dépit de nos convictions profondes selon lesquelles tous, hommes et femmes, sont créés égaux, un grand nombre de nos frères et sœurs au sein de la famille humaine, en particulier ceux qui sont en marge de la société, sont de fait exclus du monde financier. La pandémie nous a cependant une

nouvelle fois rappelé que personne n'est sauvé seul. Si nous voulons qu'à l'issue de cette crise notre monde soit meilleur, plus humain et plus solidaire, il faut concevoir des formes nouvelles et créatives de participation sociale, politique et économique, qui soient attentives à la voix des pauvres et qui s'engagent à les inclure dans la construction de notre avenir commun (cf. Fratelli Tutti, 169).

En tant qu'experts en finance et en économie, vous savez bien que la confiance, née de l'interconnexion entre les personnes, est la pierre angulaire de toutes les relations, y compris les relations financières. Ces relations ne peuvent être établies que par le développement d'une « culture de la rencontre », où chaque voix peut se faire entendre et où tous peuvent s'épanouir, en trouvant des points de contact, en construisant des ponts et en imaginant des projets inclusifs à long terme (cf. ibid., 216). Alors que de nombreux pays consolident actuellement leurs plans de relance individuels, il subsiste toujours le besoin urgent d'un plan mondial capable de créer de nouvelles institutions ou de régénérer les institutions existantes, en particulier celles de la gouvernance globale, et d'aider à construire un nouveau réseau de relations internationales pour faire progresser le développement humain intégral de tous les peuples. Cela implique nécessairement de donner aux nations plus pauvres et moins développées une participation réelle à la prise de décision et de faciliter leur accès au marché international. Un esprit de solidarité mondiale exige également au minimum une réduction significative du fardeau de la dette des nations les plus pauvres, dette exacerbée par la pandémie. Alléger le fardeau de la dette de tant de pays et de communautés aujourd'hui, constitue un geste profondément humain qui peut aider les populations à se développer, à avoir accès aux vaccins, à la santé, à l'éducation et à l'emploi. Nous ne pouvons pas non plus ignorer un autre type de dette : la « dette écologique » qui existe surtout entre le Nord et le Sud de la planète. Nous sommes, en effet, débiteurs envers la nature elle-même, mais aussi envers les personnes et les pays touchés par la dégradation écologique d'origine humaine et la perte de biodiversité. À cet égard, je suis convaincu que l'industrie financière, qui se distingue par sa grande créativité, se montrera capable de développer des mécanismes agiles pour calculer cette dette écologique, afin que les pays développés puissent la payer, non seulement en limitant de manière significative leur consommation d'énergie non renouvelable ou en aidant les pays plus pauvres à adopter des politiques et des programmes de développement durable, mais aussi en assumant les coûts de l'innovation nécessaire à cette fin (cf. Laudato Si', 51-52).

La compréhension profonde de l'objectif et de la finalité essentiels de toute vie économique, à savoir le bien commun universel, se trouve au cœur d'un développement juste et intégral. Il s'ensuit que l'argent public ne peut jamais être dissocié du bien public, et que les marchés financiers doivent être encadrés par des lois et des règlements visant à garantir qu'ils travaillent véritablement pour le bien commun. Un engagement en faveur de la solidarité économique, financière et sociale suppose donc bien davantage que des actes sporadiques de générosité. « C'est penser et agir en termes de communauté, de priorité de la vie de tous sur l'appropriation des biens de la part de certains. C'est également lutter contre les causes structurelles de la pauvreté, de l'inégalité, du manque de travail, de terre et de logement, de la négation des droits sociaux et du travail. C'est faire face aux effets destructeurs de l'Empire de l'argent. […] La solidarité, entendue dans son sens le plus profond, est une façon de faire l'histoire » (Fratelli Tutti, 116). Il est temps de reconnaître que les marchés – en particulier les marchés financiers ¬– ne se gouvernent pas eux-mêmes. Les marchés doivent être encadrés par des lois et des réglementations garantissant qu'ils travaillent pour le bien commun, que la finance – plutôt que d'être simplement spéculative ou de se financer elle-même – travaille pour les objectifs sociétaux si nécessaires dans le contexte de l'urgence sanitaire mondiale actuelle. À cet égard, nous avons particulièrement besoin d'une solidarité vaccinale financée de manière juste, car nous ne pouvons pas permettre que la loi du marché prenne le pas sur la loi de l'amour et de la santé de tous. Ici, je réitère mon appel aux chefs de gouvernement, aux entreprises et aux organisations internationales pour qu'ils travaillent ensemble à la fourniture de vaccins pour tous, en particulier pour les plus vulnérables et les plus nécessiteux (cf. Message Urbi et Orbi, jour de Noël 2020). J'espère qu'à l'occasion de votre réunion, vos délibérations officielles et vos rencontres personnelles porteront beaucoup de fruits pour le discernement de solutions sages au service d'un avenir plus inclusif et plus durable. Un avenir où la finance est au service du bien commun, où les personnes vulnérables et marginalisées sont placées au centre, et où l'on prend bien soin de la terre, notre maison commune. En vous adressant mes meilleurs vœux et mes prières pour que ces réunions portent des fruits, j'invoque sur tous les participants les bénédictions divines de sagesse et d'intelligence, de bon conseil, de force et de paix.

Source de cette lettre du pape François.

• Voulez-vous être tenu au courant des informations originales paraissant sur ce blog ? Abonnez-vous

gratuitement à la lettre d'informations.

Vous recevrez au maximum un courriel par jour. S'abonner

11/04/2021 06:00